

*L'expression du suffrage universel à Kisangani /RDCongo :  
de l'appropriation du processus électoral par le bas à la revanche populaire*

Alphonse MAINDO

Le thème des élections ne passionnent pas les chercheurs en Afrique. Longtemps, il n'a pas été considéré comme un objet pertinent sous prétexte que le vote serait irrégulier, malhonnête, manipulé, truqué et accompagné de fraude, donc illégitime pour ne pas dire non démocratique. Mais, depuis quelques temps, de plus en plus de chercheurs commencent à s'y intéresser<sup>1</sup>. Les résultats de leurs recherches sont aussi étonnants qu'éloquents. Ils révèlent des jeux pertinents d'acteurs, y compris ceux d'en bas<sup>2</sup>, souvent considérés comme manipulés et manipulables. On repère ainsi d'incroyables « arts de faire »<sup>3</sup> qui témoignent de l'habileté politique de petites gens à s'approprier, voire à subvertir des règles de jeu au mieux de leurs intérêts. Le « bas » investit le vote de telle sorte que l'on peut véritablement parler de l'expression d'un suffrage démocratique. Au de-là de la question de l'expression de la volonté populaire à travers le scrutin, le coût des opérations électorales semble être inhibitif et rend difficile la consultation populaire, soulignent également ces études. En effet, les finances publiques de bon nombre d'Etats africains connaissent des problèmes de trésorerie. D'où le recours à des bailleurs de fonds extérieurs. Faire campagne nécessite d'importants moyens pour circuler, faire des affiches et des calicots etc.

Pour ma part, j'ai été impliqué dans une élection tout à fait singulière en mars 1997 à Kisangani à la chute du régime Mobutu à la faveur de l'offensive militaire de l'AFDL<sup>4</sup> de Laurent-Désiré Kabila. C'est une partie des résultats de mes recherches sur ce scrutin original que je vous livre ici. Elle est tirée, pour une large part, de mon livre « Voter en temps de guerre »<sup>5</sup> paru l'automne dernier. De mon analyse, il ressort une piste fort intéressante pour la recherche politique africaine : donner à la volonté populaire un moyen d'expression simple, peu coûteuse et surtout légitime. Il semble bien que l'expérience vécue à Kisangani avec l'AFDL en mars 97, certes éphémère et rudimentaire, est, en somme, toute prometteuse et riche d'enseignement pour le chercheur en science politique. C'est sur ce point que je voudrai m'appesantir dans le cadre de ce colloque.

Ce colloque traite du vote en Afrique. Ma démarche consiste ici partager avec vous quelques observations que j'estime pertinentes à ce sujet. Les questions suivantes retiennent

<sup>1</sup> CEAN, CERI, Aux urnes l'Afrique ! Elections et pouvoirs en Afrique noire, Paris, Pédone, 1978. Ce livre est l'un des premiers en France à réellement s'intéresser. Ce fut at least un début de révolution.

<sup>2</sup> Cf. différentes publications de Politique africaine et de JF Bayart.

<sup>3</sup> Concept cher à Michel de Certeau.

<sup>4</sup> J'utiliserai indistinctement dans ce texte l'Alliance, l'AFDL pour désigner une seule et unique réalité l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo.

<sup>5</sup> Alphonse Maindo M.N, *Voter en temps de guerre. Quête de légitimité et (con)quête de l'espace politique*, Paris, L'Harmattan, 2001, 226p.

mon attention : d'abord, pourquoi la population s'est-elle volontairement mobilisée massivement en quelques heures pour désigner dans une totale liberté ses dirigeants sur la place publique ? comment a-t-elle investi un processus dont le scénario semblait écrit d'avance au point de se l'approprier, voire de le subvertir de l'intérieur ? enfin, comment l'a-t-elle « géré » au mieux de ses intérêts avant, pendant et après les élections ? qui sont alors ses élus ? Pour le besoin de la démonstration, je répondrai à ces questions en deux temps : d'abord, comment s'est déroulé le processus et ensuite la nouvelle configuration politique consécutive au vote. Mais, auparavant, il me paraît nécessaire de circonscrire l'environnement social et politique dans le quel ce vote a eu lieu.

### **Contexte du scrutin de mars 1997 : crise structurelle, conjoncture favorable**

D'emblée, il sied de rappeler qu'il s'est déroulé dans un contexte de crise, dans une situation exceptionnelle à plus d'un égard. A présent, arrêtons-nous un moment sur les éléments dont la pesanteur n'a pas manqué de marquer le scrutin.

### **Effondrement de l'appareil d'Etat**

Après trente-deux ans de mobutisme, le pays est à genoux. « Le roi »<sup>6</sup>, rongé par la maladie, épuisé par le pouvoir, affaibli par les rivalités et l'incurie de ses généraux, abandonné par ses alliés occidentaux, notamment par les Etats-Unis, ne contrôle déjà plus rien depuis son bunker de Kawele dans son Equateur natal. Le service public n'existe plus : ni transports ni santé ni éducation ni télécommunications ni même la défense et la police nationales ! Chaque titulaire d'une parcelle d'autorité publique s'efforce de la rentabiliser soit en la monnayant soit en rackettant les populations civiles, alors devenues « bilanga ya ba soda »<sup>7</sup>. Des particuliers peuvent, moyennant arrangement avec un officier, avoir à leur disposition des éléments de l'armée ou de la gendarmerie ou de la garde civile pour leurs missions privées. La conférence nationale souveraine (CNS)<sup>8</sup> retransmise en direct sur les chaînes nationales de radio et de télévision ainsi que les contacts avec les délégués à ce forum national ont fini par galvaniser les populations, déjà meurtries et « réduites à leur plus simple expression »<sup>9</sup>.

### **Unanimité populaire sur un système honni**

A cause de la faillite de l'Etat, incapable d'assurer les moindres services publics, la population livrée à elle-même appelle de tous ses vœux la fin du système, la chute de Mobutu diabolisé. Elle multiplie des actes de résistance et de désobéissance, principalement par les jeunes estudiantines. C'est dans ce contexte qu'éclate « la guerre de libération » avec l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo<sup>10</sup>. Présentée par les autorités de Kinshasa comme une agression extérieure de la coalition rwando-ougandaise, cette guerre est dénoncée par des pans entiers de la population auprès de qui ce discours rencontre un certain écho nationalisme qui frise la xénophobie. Des manifestations de colère

<sup>6</sup> cf. le film du cinéaste belge Thierry Michel, *Mobutu, roi du Zaïre*.

<sup>7</sup> Littéralement, champ des soldats. En effet, les hommes en uniforme considéraient qu'ils avaient le droit de « moissonner » auprès des civils dont ils étaient supposés assurer la sécurité, ce qui ne leur laissait pas le temps de s'adonner à des activités de survie comme les civils. Ils percevaient ainsi « légitimement », selon eux, directement sur les contribuables de l'Etat.

<sup>8</sup> J'emploierai ici le sigle de CNS pour désigner ce forum.

<sup>9</sup> Certains mandataires publics qualifient ainsi leur sort avec humour !

<sup>10</sup> J'utiliserai indistinctement dans ce texte l'Alliance, l'AFDL pour désigner ce mouvement.

sont organisées par des étudiants, des jeunes et par les autorités provinciales et urbaines. Les foules échaudées s'en prennent aux personnes physiques ou morales et aux intérêts rwandais dans la capitale provinciale. Il y a théâtralisation de la violence. Des biens des sujets rwandais, burundais, ougandais et même congolais rwandophones sont mis à sac. Les agressions physiques se multiplient contre les personnes de « morphologie rwandaise ». Alors, pour paraître correctes et sous prétexte de les protéger de la vindicte populaire, les autorités rassemblent les Rwandais, entendez tous les individus rwandophones ou à morphologie rwandaise, qu'ils soient Burundais, Congolais ou autres.

Mais, ce consensus, ce capital politique, va très rapidement s'éroder jusqu'à s'annuler du fait de l'insécurité croissante et des exactions de tout genre de la part des forces armées zaïroises sur les populations civiles. Au début, elles sont surtout le fait des « déphasées »<sup>11</sup> fuyant les lignes de front de l'Est, elles deviennent vite l'affaire de tous les hommes en armes et agents des services de renseignement, y compris les mercenaires. Face à l'arbitraire sans cesse croissante et aveugle, les habitants de Kisangani et de sa région en sont arrivés à désirer ardemment la venue des hommes de l'Alliance.

Divers incidents vont donc polluer le climat militaro-politique insoutenable avant l'entrée triomphale des « kadogo », enfants soldats, encadrés par des officiers rwandais et ougandais. Le plus marquant à mon avis, c'est le soulèvement populaire à Kabondo en février 1997, un arrondissement de Kisangani. Il a lieu à la suite de l'assassinat d'une dame résidente de ladite commune par deux soldats, agents des renseignements militaires au cours d'une tentative pour dévaliser son époux, transporteur routier. Afin que justice soit faite et que cessent les actes de vandalisme pendant les heures de couvre-feu, une foule « spontanée » excitée et furieuse défile à travers les rues de la ville, bravant l'interdiction des attroupements de plus de six personnes et de toute manifestation. La marche n'est perturbée par aucune intervention policière ou militaire, contre attente. De retour à Kabondo, les manifestants se mettent alors à saccager et à brûler sur leur passage tout ce qui est symbole de l'Etat. Les Commissariats de la gendarmerie et de la garde civile, tribunal de paix, l'Hôtel de ville de Kabondo, les bureaux des services publics (Service National d'Intelligence et de Protection, SNIP, en sigle) sont détruits. Un peu surprises par l'ampleur des dégâts et prises de court par la tournure des événements, les autorités concluent à la manipulation et à la présence des forces rebelles. Ce qui apporte un répit de courte durée, certes, mais si hautement symbolique que les habitants de Kabondo se vantent de s'être libérés eux-mêmes de la soldatesque mobutiste.

Il importe également de souligner un autre élément majeur de l'environnement politique à la veille de la guerre. Comme ailleurs dans le pays, on assiste à ce qu'on a appelé « la géopolitique » dont une des variantes c'est « la territoriale des originaires ». La « géopolitique » est née avec la CNS lors que Monsieur Luka, délégué de la Province Orientale justement dont Kisangani est le chef-lieu, avait réclamé la représentation dans ce forum aux prorata du poids démographique des provinces. Elle s'est traduite peu après par la chasse aux « non originaires », enfin ceux qui n'étaient pas du MPR ou de l'Equateur dans tous les domaines, y compris l'éducation nationale. Tous les postes de responsabilité sont repris par des « autochtones », originaires, descendants des ethnies établies dans l'entité territoriale concernée. Ce n'était ni plus ni moins que de la xénophobie instrumentalisée par le régime en place en place pour décrédibiliser la démocratie (qui entraînerait anarchie, exclusion etc.) et pouvoir se présenter en dernier rempart et garant des valeurs nationales, d'unité, de paix et de cohésion. Comme dit plus haut, il s'agissait d'une manœuvre politique. En effet, certains secteurs, pourtant de première importance, ne sont pas touchés par cette plaie. L'armée, la gendarmerie, la garde civile, le SNIP restent dominés et monopolisés par

---

<sup>11</sup> C'est les FAZ ce sont les forces armées zaïroises ; alors, « déphasées » exprime à la fois leur manque d'entraînement physique, leur indiscipline et leur mauvaise conduite !

des proches du Président dont la plupart appartiennent d'ailleurs à sa province natale. La direction provinciale de la Régie des Voies Aériennes, la division provinciale des mines et de l'énergie, celle de l'intérieur et affaires coutumières, l'Institut Facultaire Agronomique, entre autres, sont dirigées par des ressortissants de l'Equateur. C'est un peu de cette situation politique polluée par la division, la discrimination, l'exclusion et la haine que l'AFDL hérite en s'emparant de Kisangani le 15 mars 1997. Une semaine après, elle organise une consultation populaire avant même de prendre Kinshasa. Pourquoi ?

### **Administrer le territoire et s'assurer des auxiliaires locaux crédibles**

Quand les forces de l'Alliance s'emparent de Kisangani, elles trouvent une ville qui les accueillent véritablement en héros, en libérateurs (même si la population va très vite déchanter). Mais, elles découvrent aussi une cité abandonnée à elle-même, ses dirigeants s'étant soustraits pour se mettre à l'abri. Il faut donc agir rapidement, « éviter les erreurs du passé »<sup>12</sup>, en installant des administrations populaires ; ce qui présente un double avantage : permettre aux militaires de poursuivre « avec quiétude » les hostilités et encadrer et mobiliser la population dans l'effort de guerre. Certes, c'eût été plus simple de nommer des gens. Malheureusement, l'Alliance est, à l'époque, un mouvement fondamentalement constitué de la diaspora zaïroise sans assise interne réelle. Elle s'en ressent. Elle ne connaît pas assez bien les élites locales pour pouvoir faire appel à leur service. Par ailleurs, elle nourrit une très grande méfiance et un certain mépris des personnalités de l'intérieur, supposées avoir dansé pour « le Diable ». Elle n'oublie pas qu'elle compte dans ses rangs bon nombre d'alliés étrangers dont certains sont fort encombrants. Elle craint de perdre « par les urnes » ce qu'elle a conquis par les armes. Donc, organiser un scrutin est un pari risqué et un vrai défi pour tout le monde. Il faut donc trouver une voie simple, peu coûteuse et populaire pour arriver à ses fins. Ce qui ne manque pas d'ailleurs d'autres bénéfices politiques.

### **Gage de bonne volonté ou se présenter comme une alternative crédible**

Débarassée de Mobutu et des siens, la population de Kisangani attend des signes forts des nouveaux maîtres. Elle en a déjà vu et entendu depuis l'accession du pays à l'indépendance et surtout avec le régime mobutiste. La consulter pour qu'elle désigne elle-même ses propres dirigeants, fait auquel elle n'a pas été habituée, ses choix n'ayant jamais compté sous le Parti-Etat, est un signal fort pour elle. C'est surtout un gage de bonne volonté, de la détermination de redonner le pouvoir au souverain primaire, le peuple, mais aussi l'Alliance se présente alors comme une alternative valable plus face à l'opposition politique, et moins face au régime de Maréchal du Zaïre qui est disqualifié, incapable de tirer parti des opportunités offertes depuis les années 90 et de chasser « Le Dinosaur » du pouvoir, déchirée par des querelles de leadership, minée par les divisions et les exclusions, compromise par des « trahisons » de certains de ses animateurs alliés au « Grand Léopard », « roi du Zaïre ». Cela est d'autant nécessaire que les Congolais avaient dénoncé dès le début de l'insurrection la prédominance étrangère dans l'Alliance. Last, but not least, le signal était particulièrement adressé aux populations des territoires non encore « libérés », notamment de la capitale, de même qu'à la communauté internationale. La réalisation des élections exige un budget, du personnel etc. Quel est alors l'état du Trésor de l'époque ?

---

<sup>12</sup> Il s'agit des erreurs des rébellions lumumbistes des années 60 qui étaient rapidement devenues un fiasco politique, administratif et humanitaire après un franc succès militaire.

## **Caisses publiques vides : minimaliser le coût du suffrage populaire**

Le Trésor est vide pour plusieurs raisons. Les recettes publiques sont constamment en baisse du fait des dysfonctionnements des services chargés de les recouvrer, de la fraude fiscale, des détournements et de la corruption des fonctionnaires mal payés quand ils ne sont pas simplement impayés. Les rares ressources qui atterrissent encore dans les caisses sont trop insignifiantes pour les besoins immenses de la collectivité. En outre, par ce temps de guerre, nombre de fonctionnaires, du plus petit au plus grand, face à l'incertitude du lendemain, rivalisent de talent et de génie pour se constituer des réserves, quand ils le peuvent, par des magouilles de toutes sortes. Au dernier moment, dans leur retraite, des autorités emmènent simplement avec eux tout ce qu'elles peuvent emporter en fuyant. Kinshasa n'étant pas encore tombée aux mains armées des hommes de Laurent-Désiré Kabila, la guerre se poursuit. D'où l'effort de guerre demandé aux populations de Kisangani.

## **Effort de guerre et de reconstruction**

Pour aller jusqu'à Kinshasa, le président de l'Alliance a besoin de plus en plus d'hommes, le pays est immense. Il veut disposer d'environ cent mille hommes pour prendre le siège des institutions nationales. Un appel à la mobilisation doit être fait pour avoir les effectifs nécessaires, mais aussi pour la logistique surtout et assurer les arrières. La menace des FAZ défaits n'est pas complètement écartée. C'est pour cela que les recettes publiques réalisées par les collectivités territoriales sont prioritairement utilisées pour la guerre. Des collectes spéciales sont même organisées plusieurs fois pour nourrir les troupes de l'Alliance dans la ville de Kisangani. Pour y arriver, il faut des autorités crédibles et écoutées par leurs administrés. Le meilleur moyen d'y arriver, c'est les élections. Même après la prise de Kinshasa, toutes les ressources des entités décentralisées (Province, Ville, Commune et Territoire, Collectivité) sont directement versées dans le compte du Trésor pour soutenir l'effort de reconstruction, avec l'obligation de rétrocession d'une partie à ces entités. Le bon déroulement du scrutin est dû aussi au travail de longue haleine de différents acteurs.

## **Travail en amont fait par la société civile (ONG et églises)**

Cette compétition électorale, malgré l'improvisation et l'impréparation, s'est bien déroulée. Parmi les facteurs ayant contribué à cela, il convient de mentionner le travail de longue haleine faite par des associations et des églises pour préparer le peuple à des élections libres, honnêtes et transparentes par des campagnes d'éducation à la démocratie, aux élections etc. Dès le début des années 1990, de nombreuses organisations non gouvernementales sont nées et ont initié des programmes d'éducation civique pour différents publics : jeunes, adultes, lettrés, analphabètes, femmes, ruraux et citadins. Ces élections ont ainsi été une expérimentation des notions apprises au cours de ces séances d'animation citoyenne.

L'ensemble de ces éléments contextuels se sont conjugués pour maximaliser les avantages du vote à mains levées et en minimaliser les inconvénients. Pour les gens, il s'est agi de poursuivre la quête démocratique, le combat politique pour l'exercice des libertés publiques et des droits civils, la lutte pour une société politique plus responsable devant le peuple. Ils se sont alors investis à fond dans ce processus. La France a connu une expérience similaire en 1871 avec la Commune de Paris qui élisait ses délégués, mais en leur confiant un mandat précis et limité. Ceux qui ne l'accomplissaient pas bien pouvaient être relevés de leur mandat. Il y eut même une femme élue. Malheureusement, les élus ont fini en Calédonie.

## **I. La compétition électorale**

### **I.1. Vote surprise et raccourci**

En prenant tout le monde un peu par surprise et réduisant en quelques heures l'ensemble des opérations électorales (largement dépouillées de leurs appareils liturgiques modernes), la manipulation des électeurs est évitée. Les candidats n'ont pas le temps de préparer un discours ou un plan de campagne et encore moins un programme politique à proposer à leurs électeurs. Ils sont donc choisis en fonction de leur personnalité, de leur trajectoire personnelle, de leurs qualités et prestige individuels. Les « dons » en nature ou en espèces si fréquents en d'autres circonstances qui dissuadent les moins nantis à solliciter le suffrage n'agissent donc pas. Le vote est annoncé à la radio vers 13h00 locales et vers 17h00, les élus sont déjà connus et proclamés. Pour les Gouverneurs et le Maire de la ville, c'est encore plus court par ce que la foule, rassemblée au Stade Lumumba pour un meeting de Laurent-Désiré Kabila, se transforme en assemblée électorale à la surprise générale. La rumeur avait pourtant annoncé la veille que les bourgmestres allaient les désigner au second degré. Les divers groupes d'intérêt locaux ou ethniques ou politiques n'ont eu ni le temps ni les moyens de préparer ou de présenter leurs candidats. Aucun mot d'ordre n'ayant été donné, on s'aperçoit bien des enjeux populaires.

Pour revenir aux communes, disons que chaque équipe dispose d'une voiture qui la conduit au bureau de vote et l'en ramène. Elle comprend un président, deux assesseurs, un secrétaire, un reporter de la presse, notamment. Elle n'a presque rien en dehors de quelques papiers et stylos. On prend quelques tables de fortune. Il n'y a pas de listes électorales, ni de bulletins de vote, ni d'urnes, ni de haut-parleur. La foule assemblée se demande à quel genre d'élection elle va participer : aucune loi n'organise la consultation. L'élection se fait à main levée. Elle se déroule simultanément dans toutes les communes et se termine presque au même moment. Ce qui permet de contourner la tricherie : impossible en effet de se porter candidat ou d'élire dans deux ou plusieurs circonscriptions différentes. Les vainqueurs sont proclamés séance tenante. Le lendemain, alors que le public est venu nombreux assister au meeting du président de l'Alliance, il est invité à voter et des candidats à se présenter. L'ingéniosité du système électoral de même que son efficacité reposent, à mon avis, essentiellement sur la manière dont les difficultés ont pu être surmontées dans ces élections particulières, mais transparentes, libres, compétitives, au moindre coût, sans incident majeur, avec une forte participation populaire. Sans doute, il y a des limites dues à certains facteurs ayant trait à l'organisation du scrutin comme la rapidité quasi-expéditive et une certaine improvisation, perceptible, d'ailleurs.

### **II.2. Quelques interrogations**

Il me semble qu'en temps normal, un tel scrutin n'est pas à même de donner de telles performances pour plusieurs raisons. L'effet de surprise ne jouant plus, les différents lobbies économiques et politiques, les partis politiques et autres milieux sociaux sont susceptibles d'influer plus ou moins lourdement sur les choix des électeurs aussi bien avant, pendant qu'après les élections de plusieurs manières. Il y a en temps de paix moins d'unanimité : il arrive très rarement de réunir une aussi grande unanimité (unanimité ?) des gens sur des questions capitales comme les élections. C'est un des moments de la vie nationale où l'on voit mieux la fracture politique et les divisions. D'où, la nécessité du secret de l'acte de vote pour assurer tant la liberté que la sécurité de l'électeur. La sécurité de l'électeur peut être gravement entamée si un groupe puissant ou un parent s'aperçoit que tel a choisi son

adversaire. Quand il y a la xénophobie comme « l'ivoirité » ou « la géopolitique zairoise », ne pas voter pour son frère c'est devenir son ennemi (!), donc s'exposer à des représailles pouvant aller jusqu'à l'élimination physique.

Quelques objections méritent donc d'être soulevées autour de cette consultation. La première est relative à la liberté des électeurs. Une certaine conception la conditionne au secret du scrutin. Le regard des autres (parents, aînés, amis) vous juge et vous impose un choix communautaire. Le fait qu'un candidat musulman et un autre Enya soient élus dans une entité à forte présence musulmane et enya tend à conforter cette idée d'un vote communautaire. Une anecdote: un ami dont le frère était candidat à Kabondo me raconta après l'élection qu'il avait dû se baisser au moment de lever les mains pour que son frère ne voie pas qu'il refusait de voter pour lui. Tout en admettant la pertinence d'un tel argument, il convient de placer ces élections dans leur contexte révolutionnaire de remise en question d'un certain ordre et partir du fait que "le bas d'en bas" n'est pas que sujet passif manipulé et manipulable, et qu'il est aussi acteur inventif.<sup>13</sup> Le droit des aînés, des anciens, est remis en cause comme l'indique ce cri : "*Hatupende wazee ! hamuchokake ? muachiye wengine vile fasi*" (on ne veut pas des vieux ! vous ne vous fatiguez pas ? Laissez aussi de la place aux autres). Par ailleurs, la durée trop courte du processus ne laisse pas aux élites, aux "aînés" beaucoup de temps pour manipuler les "cadets". Les résultats sont éloquentes : quatre communes sur six furent gagnées par des "non originaires". Le bas semble prendre sa revanche : elle sanctionne les politiques et les élites. Malgré un appel sans ambiguïté par les "wazee" (les anciens) du district à voter contre lui, Joseph Lokinda a pu se faire réélire.

La deuxième objection est relative à la représentativité des électeurs à la fois par rapport à la maturité et au nombre. Que représente le suffrage des enfants ? Comprennent-ils suffisamment l'importance et les enjeux de l'acte qu'ils posent ? Sont-ils conscients du choix à faire ? La situation est rendue plus difficile par l'absence des programmes des candidats qui, élus, reçoivent pratiquement un chèque en blanc. Il semble que l'on peut relativiser l'objection. D'une part, la proportion des enfants parmi les électeurs n'est pas très importante, bien que difficile à quantifier. L'impression est presque partout que les jeunes<sup>14</sup> sont les plus nombreux. D'autre part, en considérant les profils biographiques des élus, il apparaît que les choix obéissent à une certaine logique.<sup>15</sup> Il n'est pas d'ailleurs certain, évident que les adultes soient des électeurs rationnels. A ce propos, Philippe Braud fait une heureuse synthèse de la littérature scientifique électorale en disant : "*Ainsi, la désignation par le Peuple de ses représentants ne saurait être assimilée à un choix purement rationnel et conscient. Le suffrage universel remplit des fonctions symboliques beaucoup plus riches et, peut-être, beaucoup plus importantes que ses fonctions politiques apparentes. Il est des électeurs qui souhaitent simplement «être en règle » avec l'idéal du citoyen, donc accomplir leur devoir ; d'autres qui portent une grande attention au choix qu'ils vont opérer, conscients d'exercer un droit de la plus haute importance.*"<sup>16</sup>

Relativement à cette question de maturité, il y a celle de la validité d'un scrutin dont le suffrage exprimé viendrait de quinze à vingt-cinq pour cent (communes) ou deux à trois pour cent (ville) de la population dont des enfants : quelle est la légitimité d'un tel vote? Pire, de quel droit quelques milliers d'habitants de Kisangani réunis dans un stade peuvent-ils choisir les autorités provinciales ? Peut-il valablement engager la collectivité toute entière ? Quel est

<sup>13</sup> On peut se référer avec intérêt à BAYART Jean-François, *L'Etat en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Karthala, 1989. Et Bayart Jean-François, Mbembe Achille, Toulabor Comi, *Le politique par le bas en Afrique en Afrique noire. Contributions à une problématique de la démocratie*, Paris, Karthala, 1992.

<sup>14</sup> Dont la moyenne d'âge varie entre 15 et 30 ans.

<sup>15</sup> Cfr. les développements ultérieurs.

<sup>16</sup> BRAUD Philippe, *Science politique. 1. La démocratie*, Paris, Seuil, 1997, p146.

le seuil de participation pour qu'une élection soit valable ? Il n'est pas aisé de trancher cette question, très pertinente, du reste. Il est évident que chaque électeur ne représente que sa propre personne et sa vision politique – qu'il peut partager avec d'autres. L'on peut supposer que ceux qui ne se sont pas présentés au vote ont choisi de ne pas user - sinon d'y renoncer provisoirement - de leur droit de vote, du moins ceux qui en étaient informés. Comment rassembler toute la population d'une province dans un stade ? On ne peut pas non plus contester le suffrage de ceux qui, informés, ont tenu à user de ce droit de vote. C'est là tout l'enjeu d'un scrutin en temps de guerre pour parer au plus pressé et au moindre coût. Il eût été plus intéressant d'élire dans différentes communes des assemblées chargées de désigner au second degré les autorités provinciales. Dans la pratique toutefois, il n'y a pas eu de contestation de ces élus dans un contexte où l'on exigeait jusqu'à la démission de certains cadres politiques provinciaux de l'Alliance et de l'Administration et l'organisation des élections en vue de leur remplacement contrairement aux statuts et règlements régissant ces institutions. Il est donc permis de conclure à l'acceptation, à la reconnaissance des élus, donc à leur légitimité. Il y a eu certes, plus tard, la demande de démission du bourgmestre de Kisangani pour conduite peu morale. Ce dernier a écopé d'une suspension disciplinaire de trois mois. Ici, on voit bien nettement l'engagement politique citoyen qui dépasse le simple choix et exprime un suivi politique des élus en ce qui concerne aussi bien « l'accountability » managérial que la moralité. Puisqu'il n'y a pas de pouvoir législatif pour contrôler l'exécutif, la population elle-même assume directement ce rôle politique.

Une autre objection mérite également d'être relevée, c'est la durée trop courte du processus qui a certainement influé sur la consultation : le taux de participation, le nombre des candidatures, le choix des électeurs qui n'ont pas eu le temps suffisant pour connaître les candidats avant de se prononcer etc. Il y a aussi les foules impressionnantes à affronter : cela est de nature à intimider même de gens courageux. L'on pourrait s'interroger, au delà des intentions affichées et déclarées, sur les intentions réelles de l'Alliance en contractant d'une manière si drastique le délai de vote. Il semble que l'Alliance ait voulu simplement se débarrasser habilement des politiciens "professionnels" plus difficiles à contrôler et à manipuler. Elle a d'ailleurs évité entre autres Etienne Tshisekedi au niveau national. La suspension et l'interdiction des activités des partis politiques et des associations mutuelles me confortent dans cette hypothèse. Par ailleurs, deux autres grandes villes du pays, à savoir Kinshasa et Lubumbashi, n'ont pas eu droit aux élections en dépit d'une grande conscience politique de leurs habitants. Peut-être à cause de l'expérience des villes et provinces où les élus n'ont pas été complètement « contrôlables » au regard de l'AFDL. Les intimidations et vexations des élus allant parfois jusqu'à la séquestration et à la torture ne sont pas de nature à confirmer les intentions démocratiques affichées et déclarées. Elles tendent plutôt à démontrer une volonté de s'assurer des auxiliaires serviles car l'Alliance, il faut le rappeler, n'a pas d'assise sociale interne. Les élections paraissent alors comme un moyen de se légitimer et de se doter de ces auxiliaires serviles, mais écoutés, influents et aptes à mobiliser les populations dans la (con)quête de l'espace politique.

En dépit de toutes ces observations bien justifiées et pertinentes sur la conduite de ce scrutin et dont il faut tenir compte, il semble permis de noter une certaine transparence, une certaine honnêteté, une certaine régularité, une concurrence effective et ouverte. Nulle part, on n'a tenté d'imposer un candidat à la compétition ou d'en exclure un autre. Tout le monde, y compris des ambitieux, a pu concourir au suffrage universel direct. Personne n'a été contraint de voter ou de ne pas voter dans l'intention de truquer les résultats du scrutin. Les électeurs et les candidats étaient également libres. Ceux qui ont gagné les élections ont été immédiatement proclamés vainqueurs et investis. L'investiture des élus est intervenue le 25 mars 1997 par le président de l'Alliance.



### I.3.Un suffrage universel singulier

Il importe de dire un mot sur les candidats et les électeurs. Comme il n'y avait aucune loi portant organisation électorale, c'est l'oralité et un certain bon sens qui ont prévalu et présidé au cours de ce processus. Par bon sens, il convient d'entendre ici la faculté de bien juger et une manière de juger et d'agir commune ou admise dans un groupe. En un certain point de vue, il partage les traits du sens commun.<sup>17</sup> Aucune restriction n'ayant été émise quant à la qualité d'électeur, tous les habitants sont devenus électeurs. Adultes et enfants, jeunes et vieux, majeurs et mineurs, hommes et femmes, nationaux et étrangers... avaient tous pareillement le droit de voter. Tout se passe comme à l'agora athénienne.<sup>18</sup> Un tel électorat a sans doute le mérite d'être très large, d'impliquer tout le monde et de faire du vote un véritable acte vecteur de cohésion et d'intégration. Les communautés installées sur le territoire se rapprochent les unes des autres. Il y a élargissement de la légitimité des élus qui accroît leur marge de manœuvre et leur chance de mobilisation des ressources.

Par ailleurs, ce type d'électorat renvoie à la racine même de la démocratie qui sous-tend l'idée que tout le peuple doit décider de son destin, de ses affaires et pas seulement une partie de ce peuple. Philippe Lauvaux rappelle en effet que *"la liberté de chacun doit être la plus grande possible, donc tous doivent être également libres. Il s'ensuit que tous doivent participer également au libre choix des gouvernants."*<sup>19</sup> Un droit de vote intégral soulève tout de même au moins une inquiétude, sinon une interrogation : la rationalité des choix des enfants. Les enfants disposent-ils d'éléments pouvant leur permettre d'opérer des choix judicieux ? Cette question pourrait s'appliquer aussi à des adultes. Elle demeure néanmoins entière et mérite d'être prise en compte dans l'analyse et l'interprétation des résultats. La proportion des enfants dans l'électorat, si nous en disposions, aurait pu nous éclairer dans cette tâche. S'il y a des électeurs, c'est parce qu'ils ont à choisir entre plusieurs candidats.

Ces choix sont d'autant plus compliqués que la compétition est ouverte à tous sans distinction, sans restriction de quelque nature que ce soit, notamment d'âge, de sexe, d'origine ethnique ou raciale, de profession, de religion, de conviction politique, d'expérience, d'études, même de nationalité<sup>20</sup> etc. Nul n'en est exclu pour quelque motif que ce soit. Ce qui se traduit dans les faits par des dizaines de candidatures (entre vingt et trente !) par municipalités ou moins d'une dizaine pour la ville et la province (six et neuf) . Ce chiffre aurait été certes très largement dépassé si le processus avait été étalé dans le temps et ses différentes étapes très nettement marquées. La compétition aurait été encore plus forte et plus serrée. Il n'y a donc pas de sélection préalable des candidats. Tous ceux qui s'inscrivent par eux-mêmes ou par des amis sont des "chevaux partants".

Parmi les candidats, on pouvait distinguer des anciens maires, des fonctionnaires publics et des privés, des politiciens aussi bien de "la mouvance" que de "l'opposition", des membres de la société civile, des femmes et des hommes, des jeunes et des vieux, des "originaires" et des "non originaires". Curieusement, aucun expatrié n'était inscrit bien que rien ne s'y

<sup>17</sup> Il est « un cadre à penser présentant le savoir pertinent à travers les propriétés suivantes : naturel, pratique, littéral (c'est-à-dire simple), sans complication méthodologique et accessible à tout individu normalement raisonnable » cfr. Hermet G., Badie B., Birnbaum P. et alius, *Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques*, Paris, Armand Colin, (3<sup>ème</sup> éd.), 1998.

<sup>18</sup> GAUDEMET Jean, *Les institutions de l'Antiquité*, Paris, Montchrestien, (4<sup>ème</sup> éd.), 1994.

<sup>19</sup> LAUVAUX Philippe, *Les grandes démocraties contemporaines*, Paris, PUF, 1990, p.55-56.

<sup>20</sup> En fait, aucun non national ne s'était présenté, même si rien ne s'y opposait « juridiquement ». Politiquement, il aurait été difficile de gérer une telle candidature et surtout un tel élu. Par contre, bon nombre d'expatriés, africains, notamment, ont voté. Aux élections urbaines et provinciales qui ont lieu le lendemain au stade Lumumba, des expatriés européens ont voté.

opposât en principe. Lors des premières élections multiraciales sud-africaines en 1994, un prêtre français, Emmanuel Lafont, curé à Soweto plusieurs années durant, avait été proposé comme candidat alors qu'il était inéligible. A la Tshopo, les deux maires sortants s'étaient représentés, de même à Makiso où l'adjoint a pu conserver son poste ; à Kisangani, l'adjoint sortant ; à Kabondo, on notait l'adjoint sortant, un ancien maire de la commune, le fils d'un ancien maire de la commune.

#### **I.4. "L'arbre à palabre" revisité**

C'est dans une ambiance festive que les places publiques vibrent depuis l'annonce des élections. On chante, on danse en attendant les membres des bureaux de vote. Quelques états-majors se constituent et chuchotent des noms d'amis, de parents qui devraient être présentés à la compétition. Puis, on s'occupe de les faire venir et même de les faire inscrire sur les listes électorales avant même de les avoir consultés. On bat aussitôt campagne avec tout ce qui passe sous la main. C'est ainsi par exemple que le président d'une ONG locale, Dismas Kitenge, est candidat à Tshopo alors qu'il est à plus de mille kilomètres de là. On s'en apercevra quand le délégué parti le chercher reviendra annoncer qu'il est absent de la ville. Une histoire similaire est arrivée également à Mangobo pour un responsable d'une autre ONG locale lui aussi loin de la ville. En tout cas, parmi les douze élus municipaux, au moins la moitié ont été candidats un peu "malgré eux" dans le sens où on a été les chercher pour qu'ils sollicitent le suffrage populaire. C'est également mon cas.

En fait, la foule multiplie des initiatives : dans certains bureaux, elle commence à inscrire les candidats avant l'arrivée des membres du bureau qui viennent ensuite y mettre de l'ordre et les compléter avec les nouveaux arrivants. Il y avait, par exemple, à Kabondo environ trois listes différentes avec plusieurs noms repris sur les trois listes et même des noms repris plus d'une fois sur une liste. Tout se passe dans une atmosphère de carnaval : les candidats sont portés sur les épaules de leurs partisans. On dénombre dans les six circonscriptions environ<sup>21</sup> : Kabondo, vingt-huit candidats et plus de dix mille électeurs ; Kisangani, treize candidats et cinq mille électeurs ; Lubunga, vingt-six candidats et dix mille électeurs ; Makiso, dix-neuf candidats et quatre mille candidats ; Mangobo, trente candidats et plus de dix mille électeurs ; Tshopo, vingt-cinq candidats et dix mille électeurs.<sup>22</sup>

Quelques tentatives de regroupement des candidats avec plus ou moins de succès ont lieu à l'initiative soit des candidats soit des électeurs, des partisans. A Makiso, trois candidats originaires du district de la Tshopo sont en lice. Les ressortissants dudit district se concertent et décident de demander à Joseph Lokinda candidat à sa propre succession de se retirer de la course au profit d'un autre politiquement "vierge" car il n'aurait aucune chance d'être réélu s'étant compromis avec l'ancien régime. Sa candidature risquait de réduire si non de compromettre l'élection d'un "originaire" de la Tshopo. Il ne fallait pas se présenter en ordre dispersé vu le nombre élevé des candidats. A cause de son refus et grâce à l'autre désistement, il y aura donc deux candidats de la Tshopo au lieu d'un seul souhaité. Finalement, en dépit du mot d'ordre donné de voter contre lui, il sera réélu bourgmestre adjoint.

A la commune de Kisangani, une concertation plutôt réussie entre les Wagenia va permettre de présenter un seul candidat Enya qui sera élu bourgmestre adjoint. A Kabondo,

<sup>21</sup> Selon les informations recueillies auprès des élus et des cadres de l'Alliance, il n'y a que des chiffres approximatifs d'une part quant aux électeurs pour des raisons évidentes, d'autre part quant aux candidats ; il semble qu'on n'ait pas suffisamment pris soin de conserver les listes.

<sup>22</sup> Les circonscriptions correspondent aux six communes (arrondissements français) de la ville de Kisangani.

une tentative pour obtenir le désistement de trois personnes à mon profit échouera. Tous les quatre issus du même moule associatif et paroissial se présenteront : les trois qui avaient refusé de retirer seront éliminés dès le premier tour. Moi-même, je serai élu bourgmestre.

Ces manœuvres méritent d'être relativisées. Les acteurs ne disposaient ni du temps ni des moyens d'action nécessaires pour les mener à bien. En effet, dans une aussi grande foule, c'était une tache de titan que de passer d'un électeur à un autre ou de rassembler les électeurs faute de temps, de personnel, et de matériel. Les circonstances ne s'y prêtaient pas. La foule était excitée, des cris, des chants, des slogans et des mots d'ordre fusaient de partout et de tous à la fois en battant campagne. Chaque individu, chaque groupe de partisans voulait se faire entendre.

En fait, cette campagne se résumait en peu de choses. Les partisans d'un candidat inscrivait sur des papiers, sur un morceau de bois ou un contre-plaqué ou encore une ardoise pour leur candidat des mots du genre : "vive X!" "Y pour les jeunes !" "Espoir des jeunes !" "Esprit nouveau !". Certains tracts ne faisaient apparemment la réclame d'aucun candidat : "Vive Kabila !" "A bas Mobutu !" "Abas Mobutu" "Adieu Mobutu" "Toboyi ba vieux !" "Toboyi ba mouvanciers !" <sup>23</sup> Les inscriptions étaient faites soit à la craie soit à la braise soit au stylo bille. On sentait à la fois de l'improvisation et l'imagination des gens déterminés. On chantait et dansait de partout à la fois. Les candidats ne faisaient pas de discours de campagne à proprement parler. Ils se contentaient essentiellement de circuler parmi la foule pour la charmer par des accolades, des sourires, parfois quelques slogans ou un mot bien choisi par-ci par-là. Certains étaient portés par leurs « partisans » sur les épaules. L'explication et la défense d'un projet de société ou d'un programme d'action n'étaient pas à l'ordre du jour. On se présentait à titre individuel, personne ne représentait une quelconque formation politique.

C'est dans cette atmosphère que le vote commence. Il se déroule simplement. Le président du bureau de vote, après avoir brièvement expliqué quel type de responsable choisir <sup>24</sup>, appelle les candidats un à un. A chaque fois, il présente le candidat au public en déclinant son identité. Enfin, il pose deux questions à l'assemblée en swahili :

*"Wanani wanampenda bwana(binti, bibi) fulani ?*

*Wanani hawampende ?"* ce qui signifie : "Qui veut de monsieur (mademoiselle, madame) un tel ? Qui ne veut pas de lui ou d'elle ?" Le public répond en levant les mains en poussant des cris de soutien ou de désaveu. Ceux qui n'obtiennent pas assez de suffrages sont éliminés dès le premier tour. Ce sont les mains levées qui sont comptées, non l'intensité des cris, même si souvent l'intensité des voix pour un candidat tend généralement à correspondre aux mains levées pour lui. De nouveau, la procédure reprend pour les sélectionnés du premier tour. Alors les deux premiers sont retenus respectivement comme titulaire pour celui qui vient en tête et comme adjoint pour celui qui est en deuxième position.

S'il y a du mal à distinguer la tendance entre deux candidats ou s'il y a contestation, on reprend l'opération et s'il y a persistance, il est procédé au regroupement des électeurs selon leurs intentions de vote pour tel ou tel candidat. Il est même parfois fait appel à tous les candidats et à certaines personnes prises au hasard dans la foule pour voir quel candidat remporte la majorité des "voix". Celui qui obtient le plus grand nombre de "voix" à l'issue de ce duel est déclaré vainqueur. Il y a donc une forte interaction permanente entre les acteurs :

<sup>23</sup> Ces mots lingala signifient « nous ne voulons pas de « mouvanciers », nous ne voulons pas de vieux »

<sup>24</sup> Choisir une personne bien connue acquise au changement (donc pas mobutiste) et honorable (mwendo mzuri), habitant la municipalité notamment. C'est surtout les qualités morales et la renommée du candidat qui sont mises en avant. En tout cas, la compétence technique n'est pas exigée, peut-être qu'elle était sous-entendue.

les organisateurs, les candidats et les électeurs. Des candidats sont soit ovationnés soit hués voire conspués selon qu'ils sont "aimés", acceptés ou non.<sup>25</sup>

A la fin du processus, les élus sont séance tenante proclamés et présentés au public. Ce qui n'est qu'une formalité puis qu'ils sont déjà connus de tous, mais une formalité importante car elle permet de rassurer les esprits que le suffrage exprimé est respecté et ne peut plus être truqué après. Il n'y a pas de bulletins de vote dont le décompte permettrait de découvrir les vainqueurs. Après cette "publication des résultats" par le président, le peuple est remercié pour sa participation active, sa discipline et sa bonne conduite avant d'être congédié. Les vainqueurs sont félicités par le bureau qui leur annonce qu'ils doivent aussitôt se mettre au travail. Ils sont "pris en charge" par une foule exultante et exaltée.

Il convient de noter qu'à la circonscription de la Makiso, le processus s'est passé un peu différemment. Toute l'assemblée n'a pas pu voter. Le bureau de vote avait estimé qu'il fallait tirer un échantillon au hasard dans le public et c'est cet échantillon qui a procédé à l'élection principalement par regroupement des gens derrière le candidat de leur choix ["queuing system"]. Une partie des électeurs a été tirée arbitrairement de la foule pour choisir les deux bourgmestres. Ceci a dû biaiser les résultats puisqu'on ne s'est pas préoccupé de savoir si cet échantillon était représentatif, au moins des gens qui étaient présents, sinon de la population de Makiso. Il est d'ailleurs vrai que, même ailleurs, il n'est pas certain que l'agora ait été représentative de la population, mais il n'a été interdit à personne de voter.

S'agissant des élections des maires et des gouverneurs, il importe de souligner qu'elles ont eu lieu à la surprise générale. En effet, elles n'ont pas été annoncées à la presse à l'instar des communales. La population était rassemblée au stade Lumumba pour assister au meeting du président de l'Alliance. Avant ce discours, Raphaël Nghenda, alors commissaire général à l'information et propagande, maître de cérémonie, invite les gens à se porter candidats à la tête des exécutifs urbain et provincial. Tous les calculs politiques établis la veille annulés d'un seul trait. C'est le tollé général dans la tribune où tous les bourgmestres élus la veille siégeaient aux côtés des notables provinciaux et de la plus haute direction de l'Alliance.

En effet, la veille, la rumeur avait fait entendre que les bourgmestres des communes éliraient les maires de la ville. Ensuite, bourgmestres et maires choisiraient au troisième degré les gouverneurs. C'est ainsi que la plupart des bourgmestres avaient été honorés des visites de certains candidats à l'hôtel de ville de ville ou au gouvernorat de la Province Orientale. Nous devions donc voter pour tel candidat selon des accords verbaux passés avec lui. Tous les plans échafaudés tombaient brusquement à l'eau. Le peuple allait-il élire suivant nos espérances ? Nous le désirions sincèrement. Nos attentes n'ont pas été déçues. Les élus ont été effectivement de ceux dont les noms revenaient sur plusieurs langues à savoir Maître Alauwa, Professeur Obotela et Docteur Yagi. S'agissant du Dr Jean Yagi Sitolo, il est passé solliciter ma voix pour son élection et celle de ses protégés à la mairie. Il était flanqué de son état major de campagne et de ses candidats à la mairie. Il m'a demandé aussi d'user de mon influence auprès de mes collègues bourgmestres en vue de sa victoire. Dans son état major, il y avait un de mes anciens professeurs. Je l'assurai de ma voix et lui promis d'intéresser mes collègues dont je connaissais certains.

Pour revenir au déroulement de cette élection, il convient de noter qu'il y a moins de candidats que dans les communes, mais beaucoup plus d'électeurs (plus de 20000 personnes). De nombreux reporters étrangers sont également présents au stade Lumumba. Le Président de l'Alliance va tenir son premier meeting public de son mouvement dans la ville. L'envoyé spécial de l'ONU dans la région des Grands lacs africains, Mohamed Shanoun, est attendu. Le stade Lumumba est plein de monde. Après quelques mots d'explication du sens de ce geste de l'Alliance en direction du peuple, Raphaël Ghenda invite toutes les personnes désireuses de

---

<sup>25</sup> Voir dernier chapitre à ce sujet.

diriger la ville ou la province à venir le rejoindre à la tribune pour se faire enregistrer. Certains se présentent, d'autres hésitent. Il faudra que le public aille chercher d'autres encore dans la foule pour qu'ils acceptent de solliciter le suffrage populaire. C'est le cas de Monsieur Noël Obotela Rashidi que des partisans ont pratiquement arraché de l'assemblée pour le présenter au scrutin. Il est porté à bout de bras jusqu'à la tribune. Ce sera aussi le cas de Monsieur François Alauwa, candidat malheureux à la province, que le public réclame à cor et à cri à la tête de la ville. Il s'y refuse, sans doute le souvenir de son échec à la province est encore frais dans son esprit. Il a fini par se résoudre à accepter face à la persistance des cris de la foule qui n'arrêtait de vibrer et de clamer son nom. Il est porté et ramené à la tribune.

Dans cette tribune justement, le maître de cérémonie commence par l'élection du gouverneur et de son vice. Ils sont environ cinq à solliciter le suffrage du public. Yagi et Obotela gagnent l'épreuve, éliminant sans difficulté leurs adversaires. Dès que Yagi est présenté à la foule, c'est des acclamations et des applaudissements avant même que la question de savoir qui veut de lui ne soit posé. Ce fut pareil pour Obotela. Les deux élus sont aussitôt proclamés et invités à siéger à la tribune. Ensuite, les candidats à l'hôtel de ville sont appelés à la tribune aux côtés de Raphaël Ghenda avant d'être soumis au verdict populaire. Ils sont un peu plus nombreux que ceux qui ont brigué la province : environ neuf en tout. Au moment où l'élection doit débiter, un événement imprévu se produit dans l'assistance. Un candidat malheureux au gouvernement, Alauwa François, est réclamé : son nom est crié de tous les quatre coins du stade. Alauwa, sans doute pas encore remis de ses émotions à la suite de son éviction, rechigne. Ses sympathisants ne lui laissent pas le temps de réaliser ce qui lui arrive et le reconduisent, cette fois-ci sur leurs épaules, jusqu'à la tribune. Il est élu quasi unanimement. Les élus sont connus sur le champ et félicités. En quelques minutes, le processus électoral est terminé : pas de campagne électorale, pas d'inscription sur les listes électorales, pas de loi électorale ni de budget à voter par l'assemblée.

Pour des motifs obscurs, l'élection de son adjoint n'a pas eu lieu. Elle a lieu dans ce même stade quelques jours après la prestation de serment. Selenge Prosper est élu maire adjoint à la suite d'une bataille très serrée. Une victoire à la pyrrhus. Il a été auparavant évincé dès le premier tour à la commune de la Tshopo. Ainsi, la ville est aux mains de deux anciens candidats malheureux.

## **II. La reconfiguration de l'espace politique local**

### **II.1. L'appropriation du vote-sanction**

Je tenterai de dégager les nouvelles représentations populaires du politique relatives à l'élection, à l'autorité, au pouvoir, à l'AFDL et au Président de la République. En analysant les résultats électoraux (voir supra), un constat est évident : les élus sont des nouveaux et viennent de la société civile pour une très large part (onze sur douze). Il s'agit là d'une sanction des politiques, mais pas de tous les politiques. On peut en conclure que la période électorale est perçue comme un moment opportun pour sanctionner les dirigeants.<sup>26</sup> La sanction semble porter sur la capacité du politique à "bouffer" et à redistribuer autour de lui. Le seul politique reconduit est membre du MPR, parti pourtant décrié. Des responsables de la Fédération des Entrepreneurs du Congo le disent corrompu et corruptible, monnayant bien ses services. Il ne laisse jamais passer une occasion de recevoir un "pot de vin", entend-on dans son entourage. Pourtant, il est très généreux envers tous: supérieurs et agents de service, amis

---

<sup>26</sup> Habert Ph., Perrineau P., Ysmal C., *Le vote sanction*, Paris, Presses de la FNSP, 1993.

et parents. Par exemple, il fera un cadeau de pagnes super hollandais<sup>27</sup> à l'épouse de son titulaire. Ce dernier n'avait pas encore posé ce geste en faveur de sa conjointe depuis sa prise de fonction. Son surnom de papa Nzungu (papa Marmite), mais surtout celui de son épouse maman Mufiniko (maman couvercle) le suggèrent. C'est la métaphore de la marmite et de son couvercle qui garde "le manger" à l'abri des mouches et autres bestioles, voire des regards des curieux. On peut donc y trouver "une nourriture saine" et en "manger" en toute quiétude. Par ailleurs, les résultats des élections urbaines et provinciales intervenues le 22 mars 1997 au stade Lumumba nous confortent dans l'idée qu'il s'agit des sanctions à l'endroit de certains politiques. Le nouveau maire de Kisangani, avocat de profession, est membre co-fondateur d'un parti d'opposition, la Démocratie Libérale pour le Développement, la DLD. Le gouverneur, médecin et chef de travaux à l'Université de Kisangani, est président provincial de l'Union pour la Démocratie et le Progrès Social de Tshisekedi.

Un chant religieux populaire lingala, création de Freddy Mombaya, compositeur chrétien protestant à Kinshasa, est réinventé et réinterprété. Il est exécuté lors des élections de 1997, notamment à Kabondo. Il annonce que le temps du peuple est accompli. *Tango yang'oyo, tango yang'oyo, likambo na likambo na tango na yangoo, oyo tango na biso* ( c'est le moment, c'est le moment, chaque chose a son temps, maintenant, c'est notre temps ). La version originale dit *oyo tango na Yezu* (c'est le temps de Jésus), mais Jésus est remplacé par nous. Le temps du peuple, qu'est-ce ? Ce cantique suggère que c'est le moment où le peuple doit assumer son rôle dans le choix des dirigeants, c'est le moment de distribuer des cartes. Il me semble qu'il s'agit d'une invitation à bien voter, d'un éveil de conscience pour bien faire ce choix décisif. C'est le temps de se lever et de combattre Mobutu avec Kabila tel qu'il ressort du chant suivant.

*Bilenge telema a e, telema e, Kaabila azali koyaa, asili aye na etumba ya Mobutu, ozali congolais, telemaa ngbi, telema !* ( Jeunes, levez-vous, levez-vous, Kabila vient, il est déjà venu combattre Mobutu ; vous êtes Congolais, levez-vous, allez, bien debout ! )

*Batata, telema a e, telema e, Kaabila azali koyaa, asili aye na etumba ya Mobutu, ozali congolais, telemaa ngbi, telema !* (Pères, levez-vous, levez-vous, Kabila vient, il est déjà venu combattre Mobutu ; vous êtes Congolais, levez-vous, allez, bien debout ! )

Voter devient ainsi une manière de continuer le combat contre le régime de Mobutu. Il faut "bien tenir sur ses jambes" pour ne pas se laisser renverser par l'ennemi. Se mettre debout signifie rester éveillé pour combattre et demander des comptes, rompre les liens d'oppression et de servitude pour devenir un homme libre, tenir la tête haute. L'invitation s'adresse à toutes les catégories des personnes.

C'est aussi le moment de "l'enterrement", de "l'inhumation" de Mobutu et tous "les siens". C'est le dernier acte : accompagner le système mobutiste dans "sa dernière demeure". C'est toute la symbolique d'un passé encombrant (dont il faut se débarrasser et à effacer de la mémoire individuelle et collective) qui est exprimée par les paroles de cet autre chant populaire funéraire réinventé, réinterprété et exécuté à cette occasion. Ce passé incarné par un homme, un régime, doit disparaître à tout jamais de la mémoire. C'est pourquoi il est renvoyé en enfer d'où l'on ne revient jamais.

*Tata, okokende wapi ee ?* (Papa, où vas-tu ?)

*Na kilio ee.* (aux funérailles)

*Kilio ya nani ee ?* (aux funérailles de qui ?)

*Ya Mobutu ee .* ( De Mobutu)

*Mobutu akozongaa ?* (Mobutu reviendra-t-il ?)

---

<sup>27</sup> Ce qui vaut une fortune (cent cinquante à cent quatre-vingt dollars américains) et bien apprécié des femmes.

*Akozonga te eeee, Satana abengi ye kobongisa esika, ye nde akei liboso kobongisa esika, [Kpama Baramoto mpe akokende kuna] na lifelo oo.* (Non, il ne reviendra plus ; Satan l'a appelé pour préparer des places, c'est lui qui s'en va le premier préparer des places, [Kpama Baramoto aussi ira là bas] en enfer.).

Ce chant appartient au répertoire funéraire. Il a été réinventé puisque sa version originale parle plutôt de "Dieu qui appelle pour préparer une place aux cieux". Il ajoute que tous les humains iront là bas. Son utilisation politique exprime la symbolique d'un jugement, un rejet sans appel pour la personne qui a rompu l'ordre, l'harmonie ; "il ne reviendra plus", mais Lumumba revient. On n'exhume pas un mort. A cette époque, Kinshasa est encore sous contrôle gouvernemental, donc de Mobutu. Est-ce une préfiguration de la mort de Mobutu en exil ? La chanson dit qu'il ne reviendra plus. En tout cas, elle exprime un souhait populaire de voir finir à jamais le régime de Mobutu.

En effet, ce régime a fait du Zaïre "un pays à reconstruire" <sup>28</sup> comme le laisse entendre ce chant de propagande politique du Parti-Etat réinventé et réinterprété par les étudiants pour protester contre ce régime et dès lors rentré dans le lexique des chants populaires. *Banani babebisi Zaïre oyo, mama ? Se yo. (bis). Mobutu yo nde taba yo mobebisi aaa yo nde yo mobebisi , aa tata, aa mama, tobongisa.* [Qui a détruit ce Zaïre, maman ? Il n'y a que toi. (bis). Mobutu, c'est toi la chèvre, c'est toi le destructeur, c'est toi le destructeur, papa, mama, reconstruisons]. La symbolique est celle de la chèvre qui broute dans le champ, mais qui broute jusqu'à détruire et dévaster le champ entier. Toutes les richesses nationales sont "broutées" par le clan Mobutu qui laisse ainsi en héritage un pays complètement exsangue. Le génie des étudiants a été de remplacer *babongisi* (ont construit) par *babebisi* ( ont détruit), la seconde lettre t par b dans *tata* ( père) et *mobongisi* (bâtitseur) par *mobebisi* (destructeur). Ainsi le tour est joué. En voici la version originale: *Banani babongisi Zaïre oyo, mama ? Se yo. (bis). Mobutu yo nde tata yo mobongisi aaa yo nde yo mobongisi , aa tata, aa mama, tobongisa.* [Qui a construit ce Zaïre, maman ? Il n'y a que toi. (bis). Mobutu, c'est toi le père, c'est toi le bâtisseur, c'est toi le bâtisseur, papa, mama, reconstruisons]

La période électorale, c'est donc le temps de reconstruire en évitant les "erreurs du passé", en redistribuant les rôles, en renouvelant les élites, en récompensant politiquement des "compagnons de vie et de lutte".

Le pouvoir est perçu comme un "sésame". Qu'il vienne du bout du canon ou des "urnes", il est appréhendé comme une voie d'accès à l'emploi (les sollicitations à "caser" viennent de toutes parts), aux ressources de l'Etat, aux femmes (dans les casernes, des jeunes filles, voire, parfois, des femmes mariées se disputent les "kadogo", recevant une solde d'environ cent dollars américains) ou une ouverture permettant de disposer à volonté et donc de redistribuer prodigalement des ressources inépuisables (d'où de multiples demandes d'aides des associations, des amis, des familles, des administrés).

L'Alliance, autant que l'armée et la langue swahili, apparaît comme une voie d'accès à tous ces avantages. Le "succès" des séminaires idéologiques d'un autre temps et du swahili en est un indice. De nombreux enrôlements de jeunes et même de vieux en sont aussi un signe. Quant au Président Kabila, il semble trôner dans le panthéon des héros, des dignes fils du pays : une peinture populaire de A.B.C. Banza de 1998 représente Kabila, le "libérateur de la RDC", qui "incarne l'esprit de Lumumba" et une autre le représente en compagnie de Patrice Lumumba, de Joseph Kasa Vubu et de Moïse Tshombe.<sup>29</sup> Il est vrai que cette adhésion est ambivalente comme souligné ailleurs. Lumumba commence à revenir dans l'imaginaire politique, même si son image ne revêt pas un sens particulier pour les jeunes générations.

<sup>28</sup> Zaïre, un pays à reconstruire, in *Politique africaine*, n°41,.

<sup>29</sup> JEWSIEWICKI Bogumil, *op. cit.*, pp89-90.

## II.2.« La revanche populaire »

Dans son ouvrage consacré à l'Etat en Afrique paru en 1989, Jean-François Bayart note que "le bas" mène des stratégies de pénétration de l'Etat pour en tirer parti, mais que ses actions, même dans le cas extrême de la rébellion armée, ne visent pas à remettre en cause cette institution.<sup>30</sup> Certes, en 1981, il parlait déjà de "la revanche des sociétés africaines"<sup>31</sup> sur les pouvoirs pour souligner les modes populaires d'action politique. Il s'agit de voir ici comment s'est énoncée cette "revanche des sociétés africaines" dans la conquête du nouvel espace public boyomais à la suite de son occupation et de son organisation par l'Alliance. On peut repérer un langage de la dérision, de la confrontation, de la coopération, de l'évitement, de la parenté, mais aussi du sacré.

A travers les résultats électoraux, l'on voit clairement ressortir une sorte de camouflet fait aux « théoriciens de la géopolitique ». Quatre communes sur six passent sous la direction des « non originaires ». Pourtant, c'est le niveau le plus proche des gens ! Il y avait fort à parier que c'est ici que la « géopolitique » se donnerait mieux à voir. Mieux, il y a même deux Kasaiens à la tête de deux communes et non des moindres puisqu'il s'agit d'une part, de la Makiso, ancienne « ville blanche » de l'époque coloniale (où se trouvent le siège des administrations provinciales et des affaires), et d'autre part, de la Tshopo qui est une des « cités indigènes » les mieux loties. Or, les Kasaiens sont les plus visés par la « géopolitique » dont ils sont les principales cibles du fait de leur soutien au leader de l'opposition Etienne Tshisekedi.

Le plus étonnant, c'est l'absence des femmes dans l'équipe exécutive élue. Pourtant, avant l'arrivée de l'AFDL, il y en avait trois nommées par Mobutu à la tête des arrondissements de Makiso, Tshopo et Kisangani. Plusieurs raisons (poids des traditions, temps libre, scolarisation, expérience politique) peuvent l'expliquer.

## II.3.Société civile, pépinière politique ?

Il y a un renouvellement des élites dont la plupart sont issus de la société civile. Celle-ci demeure un vivier des compétences comme à la CNS. Par militantisme et faute de débouchés, des jeunes cadres congolais ont créé des associations et des ONG d'appui. Sur douze maires d'arrondissements, seul l'adjoint de Makiso est un ancien politicien et membre du MPR ! Le maire de la ville est un opposant à Mobutu, membre fondateur d'un parti local. En Province, le gouverneur est un chef provincial de l'UDPS de Etienne Tshisekedi alors que son vice n'a pas d'antécédent politique. A travers cette expérience, il apparaît clairement les relations complexes entre les leaders de la société civile, les milieux politiques et les groupes au pouvoir. Le passage au politique de certains de ces leaders témoigne de la capacité du milieu associatif à produire des cadres politiques compétents et répond au besoin de renouvellement d'une classe politique largement discréditée par l'opportunisme, le « vagabondage » et les stratégies alimentaires de nombre de ses membres. Joseph Kabila vient lui aussi de puiser dans la société civile M<sup>e</sup> Ngele Masudi (ministre de la justice), Pr Ntumba Luaba (ministre des droits humains), M. Mukulungu (ministre de la Fonction Publique) etc.

Les élus sont tous diplômés d'université excepté le maire de la commune de Kisangani, diplômé d'Etat. Quant à leur trajectoire sociale, il y a majoritairement des enseignants, des négociants de diamants. Ils sont quasiment tous mariés, exception faite de celui de Tshopo.

<sup>30</sup> BAYART Jean-François, *op. cit.*, p47.

<sup>31</sup> BAYART Jean-François, "La revanche des sociétés africaines", in Bayart Jean-François, Mbembe Achille, Toulabor Comi, *op.cit.*, p.65.



En ville et province, mis à part Lomoyo et Hélène Amisi, qui ont postulé pour l'adjoint au maire, aucun « non originaire » ne s'est présenté ni n'a été présenté ! Pourquoi ? je n'ai pas de réponse. Ici, c'est essentiellement des politiciens, et de l'opposition à Mobutu ( pas de mobutiste ni des partis alimentaires). Les élus sont donc soit de la société civile soit de l'opposition à Mobutu. C'est ce qui explique, sans doute, les problèmes entre l'AFDL, fière de sa victoire militaire et politique qu'elle tend à consolider, et ces nouveaux dirigeants, forts de la légitimité populaire.

#### II.4. Le registre religieux

Le langage du sacré recouvre aussi bien des chants religieux que des prières organisées dans l'intérêt et à l'intention des dirigeants par de nombreux groupes religieux pour que "les nouveaux dirigeants conduisent le peuple dans la crainte de Dieu." Il relève tant des pratiques religieuses "traditionnelles" africaines de l'invocation des ancêtres et de "blindage" par des gris-gris que des celles de religions d'importation comme le christianisme et l'islam. Il n'est pas rare que certaines réunions même officielles débutent par un petit moment de prière. Ceci est peut-être un héritage de la Conférence Nationale Souveraine présidée par Mgr Mosengwo qui commençait chaque séance par un "recueillement".

Un chant religieux lingala a été réinterprété et exécuté pour bon nombre d'élus.<sup>32</sup>

*"Nzambe aponi yo osalela ye na nzoto mpe na motema na yo mobimba, Nzambe aponi yo, Nzambe aponi yo osalela ye, Nzambe aponi yo osalela yee na nzoto mpe na motema na yo mobimba, Nzambe aponi yo. (refrain)*

*Talaa na kati ya Bible ndenge Yezu aponaki bapstolo, mamae, Nzambe aponi yo, Nzambe aponi yo osalela ye...*

*Tala na kati ya mayi ndenge mbisi ezali kotiola ee, tatae, Nzambe aponi yo, Nzambe aponi yo osalela ye ... "*

(Dieu te choisit, travaille pour Lui avec tout ton corps et tout ton cœur, Dieu te choisit, Dieu te choisit afin de travailler pour lui, Dieu te choisit, travaille pour Lui avec tout ton corps et de tout ton cœur. (refrain). Regarde dans la Bible comment Jésus a choisi ses Apôtres, maman ee, Dieu te choisit, Dieu te choisit, travaille pour Lui... Regarde comme le poisson suit le courant d'eau, père, Dieu te choisit, Dieu te choisit, travaille pour Lui )

Ce chant suggère que l'élection vient de Dieu pour se mettre à son service comme Jésus avait choisi ses apôtres. Les élus sont donc perçus comme investis d'une mission divine, mais au service du peuple et de la collectivité. Ils sont invités à "suivre le courant d'eau", à ne pas naviguer à contre-courant, ce qui pourrait s'entendre : à la limite comme une incitation à suivre la ligne du pouvoir, mais surtout faire un bon usage du pouvoir, des comptes leur seront demandés.<sup>33</sup> En effet, je me souviens de la parole d'un jeune. Alors que la foule me portait en triomphe<sup>34</sup>, en pleine euphorie de la victoire électorale, il me dit : " *Nous t'avons élu aujourd'hui et nous te portons, nous te faisons confiance, demain ne nous tourne pas le dos en « mangeant » tout seul l'argent de l'Etat et en prenant toutes les femmes pour toi. Travaille pour tout le monde, sinon, tu finiras comme tes prédécesseurs.*"

Un chant populaire réinventé à Kabondo comprenait ces paroles : " *Mobutu ee, okei wapi ee ? A ee, Kabila ee, ngai wana na salaki mabe, yango wana nakei kobombana, bombana. Mokumba kilo ee na mukongo nangae, na boma bapeuple na mukongo na ngai, na boma ekolo na mukongo na ngai*"

<sup>32</sup> Il l'avait été autrefois en l'honneur de Mobutu, de Mgr Mosengwo et de Tshisekedi à la CNS.

<sup>33</sup> Voir une perception similaire de « l'accountability » en Ouganda dans BANEGAS Richard, *op. cit.*

<sup>34</sup> Les gens, chantant et exultant, se relayaient en me portant sur leurs épaules à travers les rues de la municipalité.

(Mobutu, où vas-tu ? Oui, Kabila, j'ai mal agi, c'est pourquoi je vais me cacher. Une lourde charge sur mon dos, j'ai massacré le peuple, (tout ça) sur mon dos, j'ai détruit le pays, (tout ça) sur mon dos.)

Ce chant est inspiré du récit du péché originel dans la Bible <sup>35</sup> quand Adam et Eve se cachent après avoir mangé du fruit interdit de l'arbre de la connaissance du bien et du mal et seront donc chassés du jardin d'Eden. C'est toute la symbolique du règne de Mobutu qui finit ses jours en exil, loin de la terre congolaise.

Après son élection, le bourgmestre de Kisangani a fait l'objet d'un rituel traditionnel enya de consécration du chef par les anciens de son groupe ethnique. C'était un événement grandiose ayant mobilisé toute la communauté enya de la ville et à laquelle toutes les autorités de la ville ont pris part. Invocation des mânes des ancêtres, libation, bénédiction par tous les chefs des clans pour "le protéger", chants et danses folkloriques, quelques démonstrations de luttes traditionnelles ont marqué la circonstance. Moi-même, j'ai eu à recevoir à plusieurs reprises des "anciens" qui venaient me "bénir" soit en m'imposant des mains sur la tête soit en me faisant passer entre leurs jambes après aspersion ou onction par eau prise dans la bouche. Il y eut même un groupe qui organisa, avant que je ne prenne effectivement mes fonctions, une séance de prière à la maison municipale pour demander la main de Dieu sur mon travail. Mais cette séance servit aussi à faire une sorte d'exorcisme, car mon prédécesseur aurait "planté" des fétiches dans le bureau.<sup>36</sup> Presque toutes les deux semaines, il y avait des invitations des Eglises pour participer à des offices religieux. Les autorités elles-mêmes ne manquaient pas non plus de demander des cultes à diverses occasions.

## II.5. La dérision politique

Le langage de la dérision politique fait également partie du répertoire du "bas". Il frise parfois l'invective et l'insulte, en dehors des huées et des chants, proférés contre certains candidats. C'est, par exemple, le cas de Monsieur Prospère Selenge Wa Selenge, candidat à Tshopo, qui s'est fait traiter de "fatigué" et de "soûlard". D'autres injures du genre "molaso" (pute) ou "moibi" (voleur) ou encore (assassin) étaient proférées. Dans certains cas, dès qu'on citait le nom d'un candidat, c'était, dans l'assemblée des électeurs, des huées du genre "mouvancier" ou "*bazobanga, bazobanga ee*" (ils paniquent, ils paniquent) quand ils voyaient l'embarras du candidat. Une fois, ce dernier gêné, ils repartaient de plus belle en scandant : "*Hii, hoo, haa ! atoliya, atoliya ee*" (ih, oh, ah ! il va pleurer, il va pleurer) Des candidats ont pu s'emporter et perdre tout contrôle devant ce "jeu de vilain"<sup>37</sup> de la foule. Quand un candidat se retirait soit de la tribune soit de la course, il y avait "*bazokima, bazokima ee*" (ils fuient, ils fuient).

Cette dérision est aussi adressée aux nouveaux détenteurs du pouvoir. Les mamans vendeuses des haricots, de riz, de sel, de sucre auxquelles il est imposé l'usage d'un gobelet métallique comme étalon de mesure, finissent par appeler ce gobelet "anauwa" (il tue) du nom du maire à l'origine de la décision. Celui-ci s'appelle Alauwa. La lettre l est remplacée par n et le tour est joué. En effet, "il" les "tue" car elles ne peuvent plus tricher avec la mesure comme elles le faisaient avec la précédente faite de plastique dont elles diminuaient le volume en la bouillant avant de la compresser. L'opération de remise en ordre de la ville par la

<sup>35</sup> Genèse3 :9-ss

<sup>36</sup> A Kinshasa, des fétiches de toutes sortes ont été découverts dans les immeubles des « mouvanciers », en particulier, chez le Général Kpama Baramoto de la Garde civile. Le Président Kabila n'habiterait pas le Palais présidentiel de Mont Ngaliema à Kinshasa pour éviter l'envoûtement par les fétiches de son prédécesseur.

<sup>37</sup> Toulabor Comi, "Jeu de mots, jeu de vilains. Lexique de la dérision politique au Togo", in Bayart Jean-François, Mbembe Achille, Toulabor Comi, *op.cit.*, pp109-130.

démolition des constructions anarchiques est baptisée par la population opération "anauwa na seringue" du nom du maire de la ville, premier responsable de la décision, et de son adjoint chargé de son application. Selenge est transformé en seringue. Ce qui veut dire "il tue avec une seringue". En effet, des maisons étaient démolies, sans indemnité, réduisant à néant des efforts de longues années, parfois au prix des sacrifices énormes. Des boutiques construites sur les trottoirs furent détruites. Les propriétaires se plaignaient de devoir reconstruire ailleurs et d'y recréer une nouvelle clientèle. "Il nous tue avec une seringue", disait-on.

L'AFDL devient l'Alliance des forces démoniaques contre la liberté des Congolais fait-elle allusion à la domination et à la prééminence étrangères ? Probablement. Mais, certainement aussi à l'interdiction des activités des partis politiques, des associations culturelles ethniques et la restriction des libertés publiques. Ce qui est quand même un recul par rapport à ce qui a pu être gagné du système Mobutu. "*Nga fua lelo*" peut s'expliquer, d'une part, par des violations des droits de la personne, notamment la torture, et d'autre part, par "la gâchette trop facile" des "kadogo" qui tirent trop facilement pour se faire obéir. Un chant populaire le stigmatise en ces mots : "*toka kule ee, nita kupika masasi ee, toka kule ee, nitakupika obus*" ( va-t-en, je vais tirer une balle sur toi; va-t-en, je vais tirer un obus sur toi). C'est dire probablement qu'il y a de nouvelles représentations de rapports sociaux marquées par la violence, la force du canon, le pouvoir. "Les FAZ pouvaient vous extorquer jusqu'à vos sous-vêtements, mais vous laissaient la vie, disait-on dans la rue."

## II.6.La stratégie de la confrontation

A Kisangani, lors des élections, des chants populaires rappellent les préoccupations et la détermination de ne pas demeurer inactifs. En voici un qui contient des paroles en lingala et en swahili. "*Balingaki baboma Congo ooo, hiyo, nakolala na kokanisa Congo ; Hatuta kufa ee*

*Balingaki batumba Kisangani ee, hiyo, nakolala nakokanisa Kisanganiee ; Hatuta acha ee*" (Ils voulaient détruire le Congo, c'est vrai, je dors en pensant au Congo ; nous ne mourrons pas. Ils voulaient brûler Kisangani, c'est vrai, je dors en pensant à Kisangani ; nous ne le permettrons pas.)

Il ressort que ce chant est souvent utilisé lors des manifestations de contestations politiques pour dénoncer des situations d'intrigues. Les FAZ et leurs alliés menaçaient, avons-nous souligné antérieurement, de mettre la ville à feu et à sang avant de se retirer pour la sanctionner de son soutien et sa sympathie à la rébellion de l'Alliance. Ce cantique apparaît plutôt ici comme un hymne à la mémoire du danger (réel ou supposé) auquel on a échappé et un engagement à rester en éveil. Cet engagement à demeurer éveillé explique partiellement du moins le langage de la confrontation avec le pouvoir de l'Alliance ou de Mobutu. C'est le sens des tracts portant inscription du genre : "A bas Mobutu ! Adieu Mobutu ! Abas Mobutu !" visibles lors des élections.

Un moment culminant de cette énonciation de la confrontation aura été, il me semble, le soulèvement des habitants de la commune de Kisangani contre leur bourgmestre. Certes, il y a eu des mouvements contestataires très importants, mais dirigés contre les armées ou contre l'Hôtel de ville de Kisangani. Mais cette fois-ci, c'est directement une autorité municipale qui est visée, frappée, rouée des coups dans une autre entité, en présence de ses collègues et de l'adjoint au maire, dans un lieu public. Le bourgmestre est accusé de faire la cour à une femme mariée. Les "révoltés" sont excédés. Ils déclarent : "*Nous l'avons porté (le bourgmestre) sur nos épaules aux élections, maintenant, nos femmes et nos filles doivent le porter aussi sur « leurs ventres ».* Nous ne l'accepterons pas. Il doit partir."<sup>38</sup> La tension est

<sup>38</sup> Voir les analyses de Schatzberg sur le rôle de la femme en politique. Schatzberg Michael, *op. cit.*

vive. L'armée vient arrêter les agresseurs du bourgmestre qui intervient lui-même auprès de l'armée afin de les laisser partir. Les manifestants exigent la démission du bourgmestre qui sera suspendu pour trois mois. Il reste caché plusieurs jours avant de réapparaître.

Les jeunes de Mangobo sous l'impulsion d'une association des jeunes dénommée « Bana Etats – Unis »<sup>39</sup> ont manifesté à plusieurs reprises contre Pikoro, un propriétaire de carrières de diamant qui se conduisait en véritable potentat, mais aussi contre l'assassinat d'un ressortissant de Mangobo par des éléments de l'armée. Ces derniers s'emparent de la moto de leur victime après l'avoir abattue. "Bana Etas-Unis" tentent d'accéder au QG de la 25<sup>ème</sup> brigade pour y déposer sa dépouille, mais ne peuvent le faire à cause des forces militaires déployées. Pour eux, l'armée doit "manger sa viande" car elle ne peut pas se contenter de l'abattre et d'emmener uniquement la moto. Quelques semaines plus tard le bourgmestre de Mangobo est arrêté chez lui la nuit en compagnie d'un ses parents au motif d'entretenir "une bande de rebelles". Il lui était reproché auparavant d'être incapable de tenir une municipalité et de préserver le pouvoir de la contestation et des manifestations socio-politiques. L'ensemble des bourgmestres réagira pour obtenir leur libération et le respect des autorités élues.<sup>40</sup> C'était le deuxième bourgmestre, après celui de Kabondo (moi-même), à être ainsi maltraité illégalement et impunément. Ils sont libérés, mais aucune réponse n'est donnée à la lettre adressée à la hiérarchie.

## II.7. La coopération et la proximité

Il est arrivé souvent que les autorités fassent l'objet d'une minutieuse attention de la population, d'une sorte "d'épiphanie" politique. Divers groupes organisés ou non viennent les visiter, leur apporter des présents, organisent des festins en leur honneur, sollicitent la collaboration et le soutien des autorités, promettent leur soutien. Ceux-ci se traduisent par la réalisation des travaux collectifs par des bénévoles des cercles socioculturels des jeunes, notamment. Ces travaux concernent le débouchage des caniveaux, des égouts, l'entretien des rues, la réhabilitation de l'éclairage public etc. Il faut situer ici des tracts arborés lors des élections : Vive Kabila ! Vive l'AFDL ! Kabila le libérateur ! Papa Mzee merci ! ce dernier exprimant plutôt une marque de reconnaissance et d'affection mêlée de respect. Il y a comme une certaine proximité ressentie.

Le langage du pouvoir est aussi celui de la parenté. Il est vrai que ce langage est utilisé dans diverses circonstances. Pour certains, le bourgmestre, c'est Ya'Lengo ou *mukubwa* Lengo (aîné Lengo) ou Vieux Lengo, *mukubwa* Okete, Vieux Mayanga (petit nom d'Okete), pour d'autres, c'est Frère Willy ou Ya'Willy ou papa Willy, c'est Papa Maindo, pour d'autres encore, c'est Petit Djassi, c'est "*Mtoto yangu*" (mon fils), "*Kaka yangu*" (mon grand-frère), "*Baba yangu*" (mon père)<sup>41</sup>. Il peut sembler paradoxal que des jeunes autorités soient appelées papa, parfois sans même être biologiquement père. Il convient de noter qu'il s'agit à la fois d'une métaphore et du respect de l'autorité. On attend ainsi de cette dernière qu'elle puisse jouer pleinement le rôle de chef de famille. Inversement, quand elle est considérée comme "mon fils", il me semble qu'on tient à souligner ici sa dépendance par rapport à la communauté dont elle est issue et qui prend soin d'elle comme d'un enfant. Cette dépendance

<sup>39</sup> Traduit du lingala, ceci signifie les enfants des Etats-Unis. Elle regroupe essentiellement des jeunes exploitants de diamant qui s'organisent en vue de promouvoir leur commune, Mangobo, où ils sont très actifs. La dénomination de leur groupe semble relever d'une volonté d'appropriation du modèle américain fondé sur la liberté et l'initiative privée, de ce « far west » où les gens se sont rués dans l'espoir de faire fortune. C'est dû à l'influence des films américains.

<sup>40</sup> Voir la lettre en annexe.

<sup>41</sup> Lengo, c'est le petit nom du bourgmestre de Mangobo. Les membres des groupes religieux utilisent le mot Frère (en Christ).

peut aller jusqu'à la sanctionner pour éviter qu'elle ne se sente trop indépendante. Par conséquent, n'importe où, n'importe quand, il est abordé pour écouter et résoudre des problèmes. Chaque matin, il reçoit beaucoup de monde chez lui. Le soir, en rentrant à sa résidence, il trouve du monde qui l'attend et qui le quitte parfois très tard. Dans la rue, il est quasiment obligé de s'arrêter à tous les coins soit pour saluer soit pour écouter des doléances. S'il ne s'arrête pas, le soir, il entend des "reproches" selon lesquels il n'est pas proche de ses administrés. Chaque jour, il doit prévoir des repas pour "des visiteurs" et parfois des boissons. Il doit lui-même s'attendre à recevoir des invitations souvent impromptues à partager des repas ou des boissons dans des familles. Ces invitations ressemblent plus à des obligations qu'à des invitations qu'on peut décliner.

L'autorité est ainsi sommée d'être proche des gens. Sa présence est désirée, remarquée et saluée dans les événements heureux ou malheureux qui frappent sa communauté. Son absence est vite constatée et déplorée. Cette proximité affaiblit autant qu'elle renforce l'autorité. Elle est astreinte à des obligations sociales et morales contraignantes ; elle jouit ainsi d'un très large soutien du milieu qui l'adopte, l'intègre. A Kisangani comme en Ouganda : "Plus proche et plus concret, le pouvoir politique a perdu une partie du caractère irréel, sacré qui lui donnait sa force en même temps qu'il ancrerait sa légitimité dans le terroir."<sup>42</sup>

## Conclusion

Il découle de ce qui précède que le processus de transformation de culture politique actuel à Kisangani est très complexe. L'ouverture de l'espace public se réalise, la libération de la parole, le suffrage universel direct contribuent à l'émergence de nouveaux imaginaires du pouvoir, de nouveaux critères de légitimité. Ces mutations politiques semblent favoriser le développement d'une culture de "responsabilité" des dirigeants, d'"accountability", notamment. Mais, en même temps, ces imaginaires demeurent marqués par l'héritage de la guerre et de la dictature. Ils n'évacuent pas, comme nous l'avons vu à travers les discours et les chants, la violence, l'intolérance et se coulent dans le moule des registres de la famille et de la "politique du ventre". Ils sont donc ambivalents et aptes à s'adapter aux innovations politiques et socio-économiques.

Cependant, il est plus intéressant de bien noter que quand un peuple a l'opportunité de s'exprimer, il s'en sert tant et si bien qu'il s'éparpille dans toutes les directions sauf celles voulues par les élites au pouvoir. Ce fut le cas avec le pouvoir colonial en 1960, avec Mobutu en 1977 et à la CNS. Les populations ont montré une étonnante maîtrise et maturité dans la promotion de leurs intérêts. A travers cette expérience, certes éphémère et rudimentaire, mais somme toute riche d'enseignements et prometteuse d'avenir et de perspectives, tous les espoirs sont permis et des pistes intéressantes en marche d'élections s'ouvrent aux chercheurs. On peut simplement espérer qu'ils puissent s'en saisir et comprendre enfin que l'Afrique n'est pas mal partie ni retourne dans les ténèbres. Il y a des dynamiques nouvelles qui, si nous n'y prêtons suffisamment attention, risque de nous échapper. Peut-être s'agit-il simplement de changer notre regard sur ce continent maudit, à défaut de changer nos outils de recherche et d'analyse.

Alphonse Maindo

---

<sup>42</sup> BANEGAS Richard, *op. cit.*, pp241-215.